

DECISION DE LA DIRECTRICE GENERALE D-18-82

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA VILLE DE PLOËRMEL OPERATION N°17-56165-1 – Appel à candidatures centre-ville 2017

La directrice générale de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPFB)

Vu le décret n°2014-1735 du 29 décembre 2014 modifiant le décret n°2009-636 du 8 juin 2009 portant création de l'EPFB et **vu** l'arrêté du 18 décembre 2014 portant nomination de la directrice générale de l'établissement,

Vu le règlement intérieur de cet établissement,

Vu la délibération du Conseil d'administration C-17-17 en date du 28 février 2017 approuvant le partenariat de l'EPF aux appels à candidatures « Dynamisme des villes et bourgs ruraux en Bretagne » aux côtés du Conseil régional, de l'Etat et de la Caisse des Dépôts,

Vu la décision du comité de sélection des partenaires en date du 5 octobre 2017 listant les communes retenues dans le cadre des appels à candidatures « Dynamisme des villes et bourgs ruraux en Bretagne », établi conjointement par le Conseil régional, de l'Etat, la Caisse des Dépôts et l'EPF,

Vu la délibération du Conseil d'administration C-17-26 en date du 28 novembre 2017 autorisant la Directrice générale à attribuer des co-financements au titre de « l'accompagnement à la définition des projets »,

Vu la convention d'études en date du 9 janvier 2018 passée entre l'EPFB et la ville de Ploërmel définissant les modalités de cet accompagnement « *L'EPF participera au financement de ces études pré-opérationnelles à hauteur de 12,9% du montant HT de l'étude et dans la limite d'un plafond de 10.000,00 euros.* »

Vu l'acte d'engagement en date du 10 janvier 2018 entre la ville de Ploërmel et le bureau d'études « EOL » sis à Vannes (56) pour la réalisation d'une étude stratégique et pré-opérationnelle de dynamisation du centre-ville de Ploërmel, pour un montant total de 64.115,00 euros hors taxe pour la tranche ferme et de 5.250,00 euros pour les deux tranches optionnelles.

Vu la décision de la Directrice générale D-18-62 en date du 23/08/2018 attribuant une subvention de 8.948,00 euros à la ville de Ploërmel pour la réalisation d'une étude stratégique et pré-opérationnelle de dynamisation de son centre-ville.

Vu le devis n°18-005 de la société « Mots Et Compagnie » en date du 19/09/2018, d'un montant de 9.225,00 euros, concernant l'élaboration du positionnement identitaire du territoire de Ploërmel comprenant :

- **Phase 1** : analyse et diagnostic du positionnement identitaire ;
- **Phase 2** : Recommandation stratégique ;
- **Phase optionnelle** : proposition d'exécutions.

Considérant que ce complément d'étude est nécessaire à la finalisation de l'étude initiale réalisée par le bureau d'études EOL,



DECIDE

Article 1 – Attribution d'une subvention

Une subvention de 1.052,00 euros HT est attribuée à la ville de Ploërmel pour la réalisation d'un complément étude stratégique et pré-opérationnelle de dynamisation du centre-ville de Ploërmel réalisée par le bureau d'études EOL.

Article 2 – Modalités de versement de la subvention

Le versement de cette subvention interviendra à l'issue de la réalisation de l'étude visée à l'article 1 et est conditionné à la transmission par la ville de Ploërmel d'une copie de la ou des facture(s) correspondante(s) et/ou d'un état récapitulatif des dépenses réalisées certifié par le contrôleur financier ainsi que du rapport final de l'étude.

La transmission de ces éléments par le maître d'ouvrage devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'étude, délai au-delà duquel l'EPF ne pourra s'engager à procéder au versement du solde de la subvention.

A noter que l'établissement se réserve le droit de réviser le montant lors du solde de la subvention en fonction des dépenses et recettes réalisées.

Article 3 – Entrée en vigueur

La présente décision entre en vigueur à compter de la date de signature. Elle est notifiée à la ville de Ploërmel.

Conformément à la loi de réforme sur les collectivités du 16 décembre 2010 et depuis le 1er janvier 2012, les aides publiques que les collectivités et leurs groupements peuvent percevoir de la part des autres collectivités et/ou de l'Etat, ne peuvent dépasser 80% du montant total des financements publics apportés au projet. La collectivité doit donc verser une contribution minimale de 20% du montant de l'investissement.

Fait à Rennes, le **19 OCT. 2018**

La directrice générale de l'établissement
public foncier de Bretagne



Carole CONTAMINE

